



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du mardi 24 septembre 2024

Nombre de membres en exercice : 27
Nombre de présents : 19
Nombre de votants : 23

Date de la convocation : 13 septembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-quatre septembre à quinze heures cinquante-quatre, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de conférence de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, 24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage), M. Richard GUERIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Frédérique LIEVRE (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus), Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-Le Chapus), Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus), M. Patrice BROUHARD (Le Gua), M. Stéphane DELAGE (Le Gua), M. Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac), Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BEGU (Saint-Just-Luzac), M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint-Just-Luzac), M. François SERVENT (Nieulle sur Seudre), M. Joël PAPINEAU (Saint Sornin)

Absents excusés :

Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle sur Seudre) : pouvoir à M. François SERVENT (Nieulle sur Seudre),
M. Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus),
Mme Béatrice ORTEGA (Le Gua) : pouvoir à M. Stéphane DELAGE (Le Gua),
M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à M. Patrice BROUHARD (Le Gua)
M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-Le Chapus)

Absents :

M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-Le Chapus), M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua), Mme Martine FARRAS (Marennes-Hiers-Brouage).

Secrétaire de séance : M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre)

Cession de la parcelle AY146 (AY 90 p) à la SCI FRAGO

*Actions de
développement
économique*

Monsieur Joël PAPINEAU, Vice-président en charge du développement économique expose :

La SCI FRAGO porte un projet immobilier sur la commune de Marennes-Hiers-Brouage pour le déplacement de la station-service INTERMARCHE et de la station de lavage.

Lors de sa séance du 9 avril 2024, par délibération n°2024/CC03/37, le conseil communautaire a approuvé la cession de la parcelle AY146 (AY90p) à la SCI FRAGO, d'une contenance de 1 784 m² au prix de 75 euros hors taxes le m², dans le cadre de l'opération de requalification Les Grossines / Fief de Feusse. Cette cession avait reçu l'avis favorable de la commission Développement économique réunie le 13 mars 2024.

Une erreur ayant entaché cette délibération, il est procédé à son retrait.

Afin de finaliser l'opération de revente foncière à cet opérateur immobilier, pour qu'il puisse réaliser le tronçon de voirie nécessaire à la desserte de son projet, il est proposé au conseil communautaire d'approuver à nouveau cette cession de parcelle.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu la délibération n°2024/CC03/37 du 9 avril 2024 portant approbation de la cession des parcelles AY91 à la SCI SACHAME et AY146 à la SCI FRAGO ;

Vu la délibération n°2024/CC05/03 du 24 septembre 2024 portant retrait de la délibération susmentionnée ;

Après avis favorable de la commission Développement économique du 13 mars 2024 ;

Après avoir entendu l'exposé du Vice-président,

DECIDE

- D'autoriser le Président à procéder à la cession de la parcelle AY146 (AY90p) à la SCI FRAGO, d'une contenance de 1 784 m² au prix de 75 euros hors taxes le m² ;
- D'autoriser le Président à procéder à toutes les démarches nécessaires auprès de l'étude notariale mandatée pour signer cette cession.

ADOpte A L'UNANIMITE

Pour : 23

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations



Le Président
Patrice BROUHARD

Le Secrétaire de séance
François SERVENT



La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.